



‘L’affaire Michel del Castillo’, une campagne de protestation contre les maisons de redressement espagnoles (1957-1959)

Amélie Nuq

► To cite this version:

Amélie Nuq. ‘L’affaire Michel del Castillo’, une campagne de protestation contre les maisons de redressement espagnoles (1957-1959). Revue d’histoire de l’enfance “ irrégulière ” Le Temps de l’histoire, 2012, Les “ bagnes d’enfants ” en question. Campagnes médiatiques et institutions éducatives, Revue d’histoire de l’enfance “ irrégulière ”, 13, pp. 43-59. 10.4000/rhei.3230 . hal-01213457

HAL Id: hal-01213457

<https://hal.science/hal-01213457>

Submitted on 12 Oct 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

rhei

revue d'histoire de l'enfance
"irrégulière"

dossier
dirigé par
jean-jacques yvorel

les
«baignes
d'enfants»
en question
campagnes médicales
et institutions éducatives

École nationale
de protection
judiciaire de la jeunesse

Presses
Universitaires
de Rennes

n° **13**¹² 2011

« L'affaire Michel del Castillo », une campagne de protestation contre les maisons de redressement espagnoles (1957-1959)

Amélie Nuo,
doctorante, unité
mixte de recherches
Temps, Espaces,
Langages, Europe
méridionale,
Méditerranée (umr
telemme), université
de Provence.

À Madrid durant la guerre civile, en France ensuite, dans l'Allemagne en « guerre, en Espagne pour finir, j'avais erré, naufragé d'un désastre que je voulais croire collectif [...] Je m'étais réveillé de ma stupeur à Barcelone, dans une institution de sinistre mémoire. Sous les coups, dans la plus abjecte humiliation, je naquis à une révolte que l'âge, loin d'apaiser, ne fait qu'exaspérer⁽¹⁾. »

Dans la préface adjointe à *Tanguy* lors de la réédition, en 1995, de ce roman largement autobiographique, Michel del Castillo résume en ces termes le parcours chaotique du principal protagoniste et de l'enfant qu'il a lui-même été. Ballotté entre l'Espagne, la France et l'Allemagne à la faveur de la guerre civile espagnole et du second conflit mondial, le petit garçon échoue à Barcelone en 1945 ; séparé de ses parents, livré à lui-même, il est interné à l'Asilo Durán, la principale maison de redressement catalane. *Tanguy* évoque ainsi les trois années difficiles que l'écrivain franco-espagnol a passées entre les murs de la sinistre institution.

Le premier roman de Michel del Castillo paraît en France en 1957 ; il fait parler de lui dans la péninsule dès avant sa traduction en castillan et sa publication en Espagne, deux ans plus tard. Les échos de cette peinture sobre et vibrante d'une enfance maltraitée par la guerre, du récit du séjour abominable entre les murs de l'Asilo Durán parviennent progressivement de l'autre côté des Pyrénées. Les responsables du *Consejo superior de protección de menores* (Conseil supérieur de protection des mineurs), l'organisme qui supervise l'action de tous les tribunaux pour mineurs et de toutes les maisons de redressement du pays,

(1) Michel DEL CASTILLO, *Tanguy. Histoire d'un enfant d'aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 1995 (René Julliard, 1957), p. 15.

sont pris au dépourvu ; ils ne savent que penser d'un ouvrage qu'ils n'ont pas lu mais qui semble faire grand bruit à l'étranger. Mercedes Fórmica, avocate et écrivaine, phalangiste et pourtant féministe, ne leur laisse pas le temps de réagir : émue et interpellée par *Tanguy*, elle lance une série d'articles dans l'un des plus grands journaux du pays, *ABC*, en décembre 1958 ; les responsables de la maison de redressement catalane répondent vigoureusement à ces accusations, par voie de presse également. Cette campagne aigüe et circonscrite dans le temps (hiver 1958-1959) voit s'exprimer réformistes et défenseurs des établissements de redressement espagnols, les *reformatórios*, tels qu'ils fonctionnent à la fin des années 1950.

Il s'agit ici d'analyser une campagne de protestation à notre connaissance unique dans l'histoire des maisons de redressement pendant la période franquiste (1939-1975), et dont la spécificité tient à la fois aux supports utilisés, au positionnement des acteurs et au cadre politique et idéologique dans lequel prennent place ces prises de parole. C'est en effet une œuvre de fiction littéraire qui est à l'origine du scandale, écrite par un ancien pensionnaire ; la campagne de presse est menée par une femme, protestataire mais proche du régime, et s'inscrit dans un contexte dictatorial dans lequel la parole n'est pas libre. Défenseurs du système existant et réformistes s'expriment, ces derniers trouvant là une tribune qui leur permet d'exposer leurs idées. Cette campagne révèle ainsi les tensions qui commencent à parcourir, à la fin des années 1950, un édifice institutionnel centralisé, figé et archaïque, qui octroie une large part au secteur privé catholique. Nous nous proposons d'étudier précisément le déroulement de cette campagne de protestation (prémices, déroulement et postérité), à partir de la consultation des archives de l'Asilo Durán, de la documentation du Conseil supérieur de protection des mineurs et d'un entretien réalisé avec Michel del Castillo en juin 2010⁽²⁾.

(2) Les archives de l'Asilo Durán se trouvent toujours dans les murs de l'institution, qui a fermé ses portes à la fin des années 1970. La documentation du Conseil supérieur de protection des mineurs est conservée aux Archives centrales du ministère du Travail et de l'Immigration, à Madrid ; la correspondance du secrétaire général de cette instance contient un ensemble d'environ 35 documents qui traite spécifiquement de « l'affaire del Castillo ».

LES PRÉMICES : LA PUBLICATION DE *TANGUY* EN FRANCE

ET SA RÉCEPTION EN ESPAGNE

La prise en charge de l'enfance irrégulière en Espagne à la fin des années 1950

La législation espagnole régissant le fonctionnement des tribunaux pour mineurs et de leurs institutions auxiliaires, les maisons de redressement, s'appuie sur la loi fondatrice du 25 novembre 1918⁽³⁾. Suivant l'exemple des États-Unis où les enfants ne sont plus envoyés en prison depuis la fin du XIX^e siècle, l'Espagne a alors mis en place une justice spécifiquement destinée aux mineurs, fondée sur trois grands principes : la spécialisation du tribunal, la suppression de la prison pour les enfants et le caractère éducatif des mesures adoptées. Ces mesures sont décidées par un juge unique et spécialisé, et appliquées dans des institutions de redressement qui dépendent du tribunal de chaque province (l'équivalent du département français). La gestion de la quasi-totalité de ces *reformatorios* a été confiée à des congrégations religieuses et, parmi elles, à celle des Tertiaires Capucins⁽⁴⁾. L'Asilo Durán, lui, est dirigé depuis sa création en 1884 par une congrégation d'origine marseillaise, San Pedro Ad Víncula⁽⁵⁾.

La dictature de Primo de Rivera (1923-1930) et la Seconde République (1931-1939) modifient peu la législation régissant le sort des jeunes délinquants. À son arrivée au pouvoir en 1939, après trois ans de guerre civile, Franco trouve donc un système de tribunaux pour mineurs semblable à celui qui existe dans les autres pays occidentaux. C'est en 1948 que le cadre définitif est fixé : les décrets des 11 juin et 2 juillet guident toute la politique franquiste en matière de justice des mineurs, jusqu'à la mort du dictateur en 1975 et au retour de la démocratie⁽⁶⁾. L'édifice institutionnel instauré par ces deux textes est supervisé par le Conseil supérieur de protection des mineurs (*Consejo superior de protección de menores*, CSPM), lui-même placé sous l'autorité du ministère de la Justice. Cet organisme coordonne d'une part les Assemblées de protection des mineurs (*Juntas de protección de menores*) qui, au niveau provincial, portent assistance aux orphelins, aux femmes enceintes, aux enfants en bas âge... Il est d'autre part chargé de diriger l'action de tous les tribunaux pour mineurs du pays (*Tribunales tutelares de menores*) et de leurs institutions auxiliaires. L'envoi dans l'une de ces maisons de redressement constitue la mesure éducative la plus sévère que le président du tribunal pour mineurs puisse décider. Les garçons sont en général rééduqués

(3) *Decreto Ley del 25 de noviembre de 1918.*

(4) Le père Luis Amigó y Ferrer fonde la congrégation des Tertiaires Capucins en 1889, près de Valence ; il lui assigne pour objectif « l'éducation correctionnelle, la moralisation et l'enseignement des sciences et des arts dans les établissements de redressement, publics ou privés ».

(5) La congrégation Saint-Pierre-ès-Liens est créée en 1839 par Charles-Marie-Joseph Fissiaux, fondateur du pénitencier Saint-Pierre de Marseille. À la fin du XIX^e siècle, la congrégation se réfugie en Espagne, où elle prend le nom de San Pedro Ad Víncula ; elle assure la direction de l'Asilo Durán des années 1880 aux années 1970. Sur cette aventure franco-espagnole, voir Amélie Nuq, Céline REGNARD-DROUOT, « De Marseille à Barcelone, le redressement de la jeunesse selon l'abbé Fissiaux (XIX^e-XX^e siècles) », in *Mélanges en l'honneur de Gérard Chastagnaret*, université de Provence, à paraître (2011).

(6) *Ley de Tribunales de Menores, Reglamento para su ejecución y Estatuto de la Unión Nacional de dichos Tribunales. Texto refundido aprobado por Decreto de 11 de junio de 1948 et Legislación sobre Protección de Menores. Texto refundido aprobado por Decreto de 2 de julio de 1948.*

dans des centres appartenant en propre au Conseil supérieur de protection des mineurs, mais dont la gestion est déléguée à une congrégation religieuse (Tertiaires Capucins surtout, Franciscains, Frères de la Milice du Christ...) ; pour les filles, on compte presque toujours sur l'aide d'institutions privées tenues par des religieuses comme les Adoratrices, les Oblates ou les Sœurs de la charité.

« Tanguy ou l'histoire d'un enfant d'aujourd'hui » (1957)

Michel del Castillo est né à Madrid en 1933. La guerre civile l'oblige à quitter l'Espagne avec sa mère, journaliste républicaine, en mars 1939. En 1940, ils sont tous les deux internés au camp de Rieucros, en Lozère. Sa mère le confie ensuite à des amis pour qu'ils tentent chacun de leur côté de rejoindre l'Espagne ; l'enfant est arrêté et envoyé en camp de concentration en Allemagne. En 1945, Del Castillo rentre en Espagne ; livré à lui-même, il est pris en charge par les autorités barcelonaises et conduit à l'Asilo Durán⁽⁷⁾. Il passe trois ans et demi entre les murs de l'institution, avant de s'échapper en juillet 1949. Quelques mois plus tard, il découvre avec bonheur une école tenue par des Jésuites à Úbeda, en Andalousie, où il est bien traité et peut étudier à sa guise. En 1953, Michel del Castillo franchit clandestinement la frontière avec la France, retrouve sa famille paternelle et entame des études universitaires. *Tanguy* est publié en 1957 aux éditions René Julliard ; l'auteur a 24 ans à peine.

Michel del Castillo consacre environ une cinquantaine de pages au récit, à la troisième personne, du séjour du petit Tanguy à « l'Asile Dumont » de Barcelone (pages 178 à 224). La critique de l'institution s'articule autour de quatre thèmes : le travail, la faim, la violence et la sexualité. Les pensionnaires de l'Asile Dumont travaillent toute la journée dans les ateliers qui fonctionnent à l'intérieur de l'institution, pour un salaire misérable de 5 pesetas par semaine (p. 196). Ces enfants et ces adolescents sont obsédés par la faim. Pour survivre, Tanguy apprend à manger soigneusement la peau des oranges, des bananes ; il va jusqu'à avaler le papier argenté entourant le fromage français taché de bleu qu'il a acheté, au marché noir, à l'un de ses coreligionnaires. Le roman décrit également la violence dont sont victimes les pensionnaires, de la part des « kapos » tout d'abord, ces délinquants de droit commun envoyés à l'Asilo Durán par le tribunal pour mineurs, mais également de la part des religieux. La punition la plus redoutée est la *paliza*, raclée administrée par les religieux dans un préau attenant au dortoir afin que les autres pensionnaires ne perdent

(7) Comme l'indique la fiche personnelle conservée dans les archives de l'Asilo Durán, le jeune Michel est interné par le Gouverneur civil de la province de Barcelone en tant qu'orphelin, le 13 janvier 1946.

aucun de ces « cris de bête blessée entrecoupés de sanglots » (p. 187). L'auteur établit un parallèle entre le camp de concentration dans lequel Tanguy a été interné en Allemagne et l'Asilo Durán, assimilant l'animalité des SS à celle des religieux (p. 189). Enfin, le roman évoque l'atmosphère de sexualité effrénée dans laquelle vivent les adolescents : sexualité entre pensionnaires, tout d'abord, avec les « kapos », par ailleurs, et avec les religieux, enfin, qui ont leurs « favoris », choisis dans la division des garçons les plus jeunes, âgés de 8 à 13 ans.

Le tableau peint par del Castillo de « l'institution totale » que constitue l'Asilo Durán contient ainsi des thèmes attendus (le travail, la violence, la sexualité). La faim permanente dont souffrent les pensionnaires peut en revanche constituer une spécificité espagnole dans la mesure où pendant la *posguerra*, le pays tout entier est confronté à une situation alimentaire, démographique et sociale critique. Une dernière dimension doit être soulignée, politique cette fois : les religieux de l'Asile Dumont se sentent appartenir au camp des vainqueurs de la guerre civile et sont obsédés par les « rouges », ces enfants de républicains qu'ils haïssent et ne manquent pas de traiter de « communistes » ou de « bolcheviques » (p. 192 par exemple).

L'arrivée progressive du problème sur la scène espagnole (1957-été 1958)

Michel del Castillo reçoit rapidement un prix pour son premier roman et en juin 1957, la revue *Blanco y negro* se fait l'écho du succès de ce jeune romancier espagnol⁽⁸⁾. Le journaliste n'a pas lu *Tanguy* et indique seulement qu'il s'agit de l'histoire tragique d'un enfant pendant la guerre civile et le second conflit mondial. Pendant le deuxième semestre de l'année 1957, des échos moins positifs parviennent au CSPM et les archives montrent que l'institution traverse d'abord une période de flou et d'incertitude. Qui est cet auteur dont on parle tant en France et qui est inconnu en Espagne ? « L'Asile Dumont » existe-t-il vraiment et dans ce cas, quelle institution se cache derrière ce nom ? Le 5 novembre 1957, Martirián Llosas y Serrat-Calvo, le président du tribunal pour mineurs de Barcelone, pense encore que c'est de l'Asilo de Nuestra Señora del Port qu'il s'agit, une institution municipale de bienfaisance⁽⁹⁾. Les autorités en savent tellement peu sur le mystérieux auteur de *Tanguy* qu'elles écrivent à un autre écrivain espagnol vivant à Paris, obtenant ainsi le nom de famille complet de l'auteur, Janicot del Castillo, et quelques indications biographiques⁽¹⁰⁾. Le président du tribunal de Barcelone demande également aux religieux de l'Asilo

(8) La revue informe ses lecteurs que le jeune auteur a reçu le « Prix littéraire des 9 » ; *Blanco y negro*, 15 juin 1957, p. 36. [<http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/blanco.y.negro/1957/06/15/036.html>], consulté le 10 février 2011).

(9) Lettre de Martirián Llosas y Serrat-Calvo à G. Santiago Castiella, 5 novembre 1957 ; archives du CSPM, carton n° 918. Sauf mention contraire, les documents tirés des archives du Conseil supérieur des mineurs sont issus de ce même carton.

(10) Cet écrivain est Jaime Pol Girbal, qui travaille avec le même éditeur que del Castillo (archives du CSPM, lettre du 10 novembre 1957).

(11) Au dos de cette fiche figure la mention suivante : « "Hanguy" ; ces informations se rapportent à l'auteur de ce roman sans vergogne » (archives de l'Asilo Durán).

(12) Archives du CSPM
Lettre de G. Santiago Castiella à Martirià Llosas y Serrat-Calvo, 23 octobre 1957.

(13) « Información relativa a la Escuela de Reforma Toribio Durán », transmise le 6 novembre 1957 (*ibid.*).

(14) *Revista de la Obra de protección de menores*, n° 57, novembre-décembre 1957, p. 60-62 (Bibliothèque nationale espagnole, Z/1456).

(15) Archives du CSPM,
Lettre de G. Santiago Castiella à Martirià Llosas y Serrat-Calvo, 31 juillet 1958.

(16) Entretien réalisé le 3 juin 2010.

Durán de chercher dans leurs archives la fiche personnelle de Michel del Castillo, afin d'être sûr que ce dernier y ait bien séjourné⁽¹¹⁾.

Cette période initiale d'incertitude montre combien les liens sont distendus entre, d'une part, l'Asilo Durán et son autorité de tutelle, le tribunal de Barcelone, et d'autre part entre la juridiction catalane et l'organisme central auquel elle est subordonnée, le CSPM. Ce qui est en train de devenir « l'affaire del Castillo » révèle que le CSPM connaît finalement peu le fonctionnement réel des institutions gérées par les congrégations religieuses. Il faut la parution de *Tanguy* en France pour que, le 23 octobre 1957, le CSPM demande au tribunal de Barcelone de faire remonter le compte-rendu des visites effectuées à l'Asilo Durán en accord avec une circulaire datant du 9 octobre 1948⁽¹²⁾. Ce texte n'est visiblement pas appliqué et l'organe de tutelle ne sait pas combien de pensionnaires sont envoyés dans cette maison de redressement, ni par qui, ni si l'institution fonctionne bien ou non. Pourtant, comme le signale le rapport d'inspection, de nombreux tribunaux pour mineurs du pays envoient des enfants dans cet établissement réputé pour être très sévère⁽¹³⁾.

Un événement met un terme, en novembre 1957, à ces échos assourdis et déformés parvenant de France : Justo Díaz Villasante, un juge cantonal qui s'est intéressé à la question de l'enfance irrégulière, est devenu collaborateur du CSPM et de l'UNESCO, publie un compte-rendu de lecture de *Tanguy*. Il salue la critique de ce « foyer de dégénération » que constitue l'Asilo Durán et affirme qu'il faut participer à la lutte pour la vérité menée par del Castillo. Ironie de l'histoire, cet article est publié dans la *Revue de l'Œuvre de protection des mineurs* elle-même, qui dépend du CSPM : le ver est dans le fruit⁽¹⁴⁾. Les archives dont nous disposons n'indiquent pas que le CSPM ait publiquement réagi, préférant probablement éviter que l'affaire ne sorte du cercle des spécialistes de l'enfance irrégulière ; il faut attendre le mois de juillet 1958 pour que soit à nouveau évoquée « l'affaire del Castillo ». Cette fois-ci, la situation est plus grave puisque le problème est importé sur le sol espagnol : Michel del Castillo se rend à Barcelone et à Madrid. Le 31 juillet, le secrétaire du CSPM se dit « très préoccupé » : le jeune écrivain aurait été reçu par le Gouverneur civil de Barcelone ; il aurait rencontré Mercedes Fórmica à Madrid ainsi que le marquis de Valdeiglesias, ancien directeur du journal conservateur *La Época*, conseiller d'État et membre des Cortés⁽¹⁵⁾. À l'occasion de ce séjour à Madrid, Michel del Castillo fait également la connaissance de Justo Díaz Villasante⁽¹⁶⁾.

DU ROMAN AUX ROTATIVES :

DÉNONCER LE CAS DE L'ASILO DURÁN

POUR METTRE EN CAUSE UN SYSTÈME

(HIVER 1958-1959)

Mercedes Fórmica et le journal ABC se lancent dans la bataille

L'origine de « l'énorme scandale⁽¹⁷⁾ » provoqué par la publication de *Tanguy* est à chercher du côté d'une femme, Mercedes Fórmica. Cette Andalouse, née en 1916 dans une famille aisée, s'affilie à la Phalange dès la création de l'organisation par José Antonio Primo de Rivera, au début des années 1930⁽¹⁸⁾. L'éducation relativement libérale dispensée par sa mère la conduit à faire des études universitaires ; elle est alors la seule femme parmi les étudiants en droit de l'université de Séville et doit toujours être accompagnée d'un chaperon. La carrière diplomatique étant réservée aux hommes, elle décide de devenir avocate, profession qu'elle exerce en même temps qu'une activité littéraire. Elle mène un combat opiniâtre en faveur des droits des femmes, dans une société conservatrice et patriarcale qui cantonne les personnes de sexe féminin à la sphère domestique et fait d'elles d'éternelles mineures⁽¹⁹⁾. C'est un ami espagnol tout juste rentré de France qui lui offre *Tanguy*, à la Noël 1957⁽²⁰⁾. À la fois touchée et interpellée par l'histoire que conte del Castillo, Fórmica rencontre le jeune homme en juillet 1958 lors de son passage à Madrid et l'interviewe. Elle prend connaissance, quelques mois plus tard, de la critique du magazine américain *Time* qui présente *Tanguy* comme un petit chef-d'œuvre parlant le langage du cœur, qui constitue un véritable remède contre l'indifférence

(17) C'est en ces termes (« un énorme scandale ») que Michel del Castillo analyse les conséquences de la parution de son roman.

(18) Voir Rosario Ruiz FRANCO, *Mercedes Formica (1916 -)*, Madrid, Ediciones del Orto, 1997 et María Cristina LORENZO RODRÍGUEZ, *Una Gaditana a conocer y reconocer: Mercedes Fórmica-Corssi*, Cádiz, Fundación municipal de la mujer, 2004.

(19) Rosario Ruiz FRANCO, *¿Eternas menores? Las mujeres en el franquismo*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2007, p. 31.

(20) Dans l'autobiographie qu'elle publie en 1998, Mercedes Fórmica raconte qu'elle découvre par le même biais *Le deuxième sexe* de Simone de BEAUVOIR et *Mémoires d'Hadrien* de Marguerite YOURCENAR. Mercedes FÓRMICA, *Espejo roto. Y espejuelo*, Madrid, Huerga y Fierro, 1998, p. 129.

(21) *Time*, 20 octobre 1958 [http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,864004,00.html], consulté le 10 février 2011. En décembre 1958, le même magazine affirme que Tanguy constitue un des romans majeurs de l'année qui vient de s'écouler, aux côtés du *Docteur Jivago*, de Boris Pasternak et de *Lolita*, de Vladimir Nabokov. *Time*, 22 décembre 1958 [http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,937753,00.html], consulté le 10 février 2011.

(22) María Cruz SEOANE, María Dolores SAIZ, *Cuatro siglos de periodismo en España. De los avisos a los periódicos digitales*, Madrid, Alianza, 2007, p. 271.

(23) « Tras los pasos de Tanguy. Parte IV, resumen y conclusiones prácticas », *ABC*, 10 décembre 1958, p. 65-66 [http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/abc/1958/12/10/065.html], consulté le 10 février 2011.

(24) La loi du 22 avril 1938 prescrit que c'est l'État qui régule le nombre de journaux, réglemente l'exercice de la profession de journaliste et surveille la presse par le biais de la censure ; il intervient également dans la désignation des directeurs de publication. Voir Justino SINOVA, *La censura de prensa durante el franquismo*, Barcelone, Debolsillo, 2006 (Espasa Calpe, 1989), p. 23.

(25) Elle reprend ici le procédé qui, à son sens, donne à *Tanguy* toute la force de l'irréfutabilité : del Castillo juge objectivement les faits « en dénonçant le mal et en louant le bien ». Mercedes FÓRMICA, *op. cit.*, p. 131.

et la brutalité⁽²¹⁾. C'est au début du mois de décembre 1958 que Fórmica jette le pavé dans la mare en signant une série de quatre articles dans *ABC*, intitulée « Dans les pas de Tanguy ». Elle a choisi un journal avec lequel elle collabore depuis 1952 ; il s'agit d'un quotidien illustré de tendance monarchiste et qui compte parmi les plus gros tirages du pays (environ 150 000 exemplaires à la fin des années 1950⁽²²⁾). Fórmica choisit la forme de l'interview pour les trois premiers articles, publiés dans l'édition sévillane du quotidien, et interroge successivement Michel del Castillo (4 décembre), Justo Díaz Villasante (5 décembre) et le psychiatre Juan José López Ibor (6 décembre). Elle clôt cette série d'articles le 10 décembre par une quatrième partie signée de sa main, parue cette fois dans l'édition nationale d'*ABC*.

Fórmica estime que *Tanguy* pose le problème du fonctionnement de certaines maisons de redressement en Espagne ; révoltée par ce qu'elle a découvert dans le roman, elle cherche à savoir dans quelle mesure ces abus existent vraiment et donne la parole à des spécialistes dans le but de bâtir une critique constructive⁽²³⁾. Mais sa marge de manœuvre est limitée car la presse est étroitement surveillée, tenue par le régime franquiste pour une « institution nationale »⁽²⁴⁾. Estimant probablement qu'un article critiquant directement l'Asilo Durán aurait peu de chances d'être accepté par la censure, Fórmica décide de bâtir son argumentation sur la comparaison entre l'institution catalane et l'école des Jésuites d'Úbeda, décrite de manière très positive dans le roman⁽²⁵⁾. Il est ainsi surtout question, dans l'interview avec Michel del Castillo, de cette école d'Úbeda ; mais derrière cette descrip-

tion laudative apparaît, en creux, l'image sombre de l'Asilo Durán dans la mesure où l'article a d'emblée imposé l'idée selon laquelle le contraste entre les deux établissements était « indescriptible ». Le 5 décembre 1958, Fórmica donne la parole à Justo Díaz Villasante : ce professeur de philosophie du droit à l'université de Madrid, associé au CSPM et à l'UNESCO, pense qu'il ne sert à rien de détourner le regard et qu'il faut affronter les problèmes que rencontrent certains établissements de rééducation⁽²⁶⁾. La critique des pratiques éducatives mises en œuvre par les religieux de San Pedro Ad Víncula se fait plus précise, puisque Díaz Villasante affirme que le traitement reçu par Tanguy est « inefficace, injuste et antipédagogique ». Ce constat lui permet d'exposer ce qui constitue, à ses yeux, une solution au problème : il faut supprimer ces grands centres fermés pour ouvrir des « cliniques de conduite », des établissements capables de réadapter l'enfant à la vie sociale, après une véritable période d'observation et grâce au travail d'experts correctement formés. L'interview de Juan José López Ibor, psychiatre reconnu, va dans le même sens : le médecin affirme qu'il est nécessaire de moderniser les *reformatorios* sur le modèle de ce qui est fait dans les autres pays européens⁽²⁷⁾. Comme Díaz Villasante, il souhaiterait voir mises en place des « cliniques de conduite » permettant d'étudier les troubles nerveux des enfants et d'éviter l'envoi en hôpital psychiatrique dans le cas de psychoses peu graves. Il s'agit en somme de ne pas juger le mineur délinquant seulement en fonction de l'acte commis, mais en tenant compte de son environnement. Dans cet entretien, il n'est question ni de *Tanguy*, ni de l'Asilo Durán : le roman de del Castillo et la critique de l'institution barcelonaise s'effacent progressivement derrière la mise en cause du système dans son ensemble et la présentation de réformes que ces deux spécialistes estiment nécessaires.

Les réactions à cette « lamentable entreprise »

La campagne de presse lancée par Mercedes Fórmica met l'administration dans l'embarras. L'inquiétude est palpable au plus haut niveau puisque le ministre de la Justice lui-même veut savoir de quoi il retourne : à sa demande, le secrétaire du CSPM lui transmet de larges extraits de sa correspondance avec le tribunal de Barcelone⁽²⁸⁾. Mercedes Fórmica connaît personnellement des membres de l'Œuvre de protection des mineurs (OPM), qui s'émeuvent de ne pas avoir été préalablement informés du contenu des articles publiés dans *ABC*

(26) « Tras los pasos de Tanguy. Parte II », *ABC Sevilla*, 5 décembre 1958, p. 5, [<http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/sevilla/abc.sevilla/1958/12/05/005.html>], consulté le 10 février 2011.

(27) Juan José López Ibor a contribué à mettre en place les études universitaires de psychiatrie en Espagne ; membre de l'Académie royale de médecine, il fonde la Société espagnole de psychiatrie et développe dans le même temps une intense activité internationale. « Tras los pasos de Tanguy. Parte III », *ABC Sevilla*, 06/12/1958, p. 13, [<http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/sevilla/abc.sevilla/1958/12/06/013.html>], consulté le 10 février 2011.

(28) C'est probablement là l'origine de l'ensemble des documents rassemblés, dans les archives du CSPM, sous le titre d'« affaire del Castillo ». Archives du CSPM, Lettre de G. Santiago Castiella à Martirià Llosas y Serrat-Calvo, 15 décembre 1958.

(29) C'est l'avis de Javier de Ybarra, président du tribunal pour mineurs de Bilbao. Archives du CSPM, lettre à Mercedes Fórmica, 10 décembre 1958.

(30) *El Diario de Barcelona*, 18 décembre 1958, p. 5-6.

(31) *El Diario de Barcelona*, 20 décembre 1958, p. 5-6.

(32) *ABC*, 24 décembre 1958, p. 69-70, [http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/abc/1958/12/24/069.html], consulté le 10 février 2011.

et reprochent à la juriste d'avoir centré ses articles sur l'OPM, alors que c'est la congrégation San Pedro Ad Víncula qui aurait du être visée⁽²⁹⁾.

Si le CSPM ne répond pas publiquement à Mercedes Fórmica, les responsables de l'Asilo Durán, eux, ne s'en privent pas. José Bru Jordi, le président du Patronage de l'Asilo Durán, s'exprime le premier, les 18 et 20 décembre 1958, dans les colonnes d'un journal catalan, *El Diario de Barcelona*. L'audience est évidemment plus restreinte que « les milliards et les milliards de lecteurs du prestigieux journal madrilène » auprès desquels une image désastreuse et fautive a été propagée⁽³⁰⁾. On peut penser qu'il s'agit d'une tentative de réhabilitation essentiellement destinée à un public barcelonais, catalan tout au plus, qu'il faut convaincre du fait que les « monstruosités attribuées à l'Asilo Durán » sont fausses : le recrutement de l'institution est en effet principalement local. Afin d'affaiblir la force du message, le président du patronage stigmatise la messagère : il est compréhensible que le cœur tendre, juvénile et féminin de Mercedes Fórmica ait été ému par *Tanguy*, et abusé par les personnes auxquelles elle s'était adressée. De fait, seul un dixième de l'article répond aux questions de fond posées dans *ABC* : José Bru Jordi affirme que les religieux sont correctement formés et que les orphelins ne sont pas mélangés aux délinquants, sans apporter cependant de donnée objective ou d'argument convaincant. L'article publié le 20 décembre vise cette fois à discréditer Michel del Castillo : l'auteur serait animé d'une haine pathologique envers les religieux et aurait donc vu la réalité à travers ce seul prisme ; or on ne peut émettre d'accusation sensée lorsque l'on a besoin d'une camisole de force⁽³¹⁾. José Bru Jordi affirme que les pensionnaires ne sont pas battus et que le rationnement des années de la *posguerra* explique qu'ils aient pu souffrir de la faim. Il va jusqu'à dire que l'Asilo Durán pourrait exiger des réparations pour avoir été victime d'accusations aussi mensongères.

Quatre jours plus tard, le directeur de l'établissement, le père Fuente Canduela, se fend d'un droit de réponse dans la rubrique du courrier des lecteurs de l'édition nationale d'*ABC*. Il écrit que la méthode pédagogique utilisée par les religieux puise aux sources de pédagogues aussi modernes que Don Bosco, Lallemand, Charles Fissiaux et... Jésus-Christ lui-même⁽³²⁾. Il ne nie pas l'existence de quelques problèmes de fonctionnement, mais la nature humaine n'est-elle pas par essence imparfaite ? Il renvoie la balle dans le camp du Conseil supérieur de protection des mineurs : ces dysfonctionnements ne

peuvent être graves, car sinon comment expliquer le silence des juges et de l'institution, qui ont continué à envoyer de nombreux enfants à l'Asilo Durán ?

Tanguy persiste et signe

En janvier 1959, le président du tribunal de Barcelone affirme que « l'affaire Fórmica - Villasante » a trouvé un dénouement rêvé avec la parution, fin décembre, des articles écrits par le président du patronage et le directeur de l'Asilo Durán. Il ne cesse pourtant de déplorer l'erreur commise par le directeur de la revue de l'OPM, qui a accepté un peu plus d'un an auparavant de publier l'article de Villasante célébrant, le premier, *Tanguy*⁽³³⁾. À l'intérieur même de l'institution, la campagne de presse a fait des ravages : le secrétaire du CSPM reconnaît en janvier 1959 que même en Andalousie, où l'on consulte habituellement peu la presse nationale, les articles parus dans *ABC* ont été lus ; « de nombreux collaborateurs ont été gênés, et il a fallu leur expliquer le fond de l'affaire⁽³⁴⁾ ». Les archives montrent que pendant tout le mois de janvier 1959, le CSPM réfléchit à la façon de dissiper les effets fâcheux de la campagne de presse. La direction de l'Asilo Durán a transmis au tribunal de Barcelone quatre lettres qu'elle a reçues, et qui peuvent fournir des éléments de contre-attaque⁽³⁵⁾. Le juge Justo Díaz Villasante a-t-il demandé un congé, et pour quelle raison ? Comment des « hommes de prestige » ont-ils pu accorder autant de crédit à un adolescent, à une « cochonnerie d'ouvrage » qui ne vise qu'à salir une digne institution ? La dernière lettre est écartée, qui analyse l'affaire comme un complot de la loge maçonnique de Madrid et se clôt sur un sentencieux : « nous sommes cernés ».

Cette « lamentable campagne » paraît effectivement se calmer à la fin de l'hiver 1958-1959 ; le secrétaire du CSPM parle des « derniers développements de *Tanguy* ». Javier de Ybarra affirme que Mercedes Fórmica regrette d'avoir lancé la campagne de presse sans lui communiquer auparavant les articles qu'elle allait publier. Pour se faire pardonner, elle aurait même promis de consacrer un article à sa grand-tante dans *Blanco y Negro*, un hebdomadaire illustré appartenant aux mêmes propriétaires qu'*ABC*⁽³⁶⁾. Mais le 31 janvier 1959, Michel del Castillo signe un article dans cette même revue : il persiste et il signe⁽³⁷⁾. Bénéficiant de l'appui de la famille des fondateurs du journal, les Luca de Tena, il a décidé de prendre publiquement la défense de Justo Díaz Villasante afin de faire pièce à l'acharnement des partisans de l'Asilo Durán⁽³⁸⁾. Le propos est

(33) Archives du CSPM, lettre de Martirià Llosas y Serrat-Calvo à G. Santiago Castiella, 4 janvier 1959.

(34) Archives du CSPM, lettre de G. Santiago Castiella à Martirià Llosas y Serrat-Calvo, 13 janvier 1959.

(35) Le président du tribunal de Barcelone se fait l'écho de ces missives dans une lettre écrite à G. Castiella le 14 janvier 1959.

(36) Archives du CSPM, lettre de G. Santiago Castiella à Martirià Llosas y Serrat-Calvo, 2 janvier 1959.

(37) « Polémicas en torno a Tanguy », *Blanco y Negro*, 31 janvier 1959, p. 34-35, [<http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/blanco.y.negro/1959/01/31/034.html>], consulté le 10 février 2011.

(38) Archives du CSPM, lettre de Michel del Castillo à Mercedes Fórmica, 14 janvier 1959. Fórmica Mercedes, *op. cit.*, p. 134.

mesuré afin de ne pas heurter la censure : l'écrivain affirme que son objectif n'est pas de répondre, par la polémique, aux insultes qu'il a reçues, mais de préciser sa position vis-à-vis des gens de bonne volonté. *Tanguy* n'est pas un livre de lutte : del Castillo n'a pas souhaité, avec lui, « redresser les maisons de redressement ». « Sans haine, sans espoir de convaincre », il a simplement rapporté des faits : la faim, les coups, le travail, les punitions, qui existent réellement entre les murs de l'Asilo Durán. Il salue l'action de Mercedes Fórmica et de Justo Díaz Villasante, qui ont eu le courage d'attirer l'attention du public sur ces questions.

ENTRE DÉNONCIATION, RÉFORMISME ET PROXIMITÉ

VIS-À-VIS DU RÉGIME FRANQUISTE :

LES AMBIGÜITÉS DE LA CAMPAGNE DE PROTESTATION

Un pied à l'intérieur, un pied à l'extérieur de l'institution : les protagonistes

L'une des spécificités de la campagne de presse dont il est ici question réside dans le fait qu'elle est lancée et animée par des acteurs occupant une place singulière sur l'échiquier politique et institutionnel, et que l'on pourrait résumer de la manière suivante : ni tout à fait dedans, ni tout à fait dehors.

Mercedes Fórmica, tout d'abord, est une phalangiste de la première heure, ardente défenseuse des principes proclamés par José Antonio Primo de Rivera mais qui milite pourtant, dès la fin de ses études de droit en 1948, pour l'abolition de la discrimination juridique dont les femmes espagnoles font l'objet⁽³⁹⁾. Le caractère contradictoire de sa carrière s'illustre une fois de plus dans la campagne de presse qu'elle lance et anime autour de *Tanguy* : elle est proche du régime, entretient des relations amicales avec des membres de l'OPM ; elle n'hésite pourtant pas à provoquer le scandale si celui-ci peut aboutir à une prise de conscience salvatrice. Dans une lettre qu'elle adresse au vice-président du tribunal pour mineur de Bilbao, Fórmica affirme avoir reçu le soutien de membres de l'OPM qui estiment que l'Asilo Durán ne constitue pas un cas isolé. Mais l'avocate et journaliste juge que son rôle consiste à signaler le problème, pas à le résoudre ; elle se conçoit en quelque sorte comme une éclairceuse de consciences qui utilise sa position de femme publique et la force de frappe du média pour lequel elle travaille, dans le but d'attirer l'attention des autorités et de l'opinion publique sur un sujet qui lui paraît important. La légitimité qu'elle a acquise

(39) Elisa GARRIDO (dir.), *Historia de las mujeres en España*, Síntesis, Madrid, 1997, p. 539.

dans son combat pour les droits des femmes donne une audience certaine aux cas qu'elle signale.

Justo Díaz Villasante fait partie des personnes auxquelles Mercedes Fórmica juge bon de donner la parole. Ce choix n'est pas innocent : la position réformiste de ce spécialiste de l'enfance inadaptée est bien connue de l'institution. En avril 1957, Justo Díaz Villasante a demandé et obtenu le titre honorifique de collaborateur du CSPM⁽⁴⁰⁾. En janvier 1958, il demande cette fois à être intégré de plein droit au CSPM afin de faire avancer le projet de création de « cliniques de conduites », qu'il souhaiterait voir associées aux tribunaux pour mineurs. Sa demande est rejetée par le ministère de la Justice le 25 février⁽⁴¹⁾. La campagne de protestation contre l'Asilo Durán s'inscrit dans ce contexte : Justo Díaz Villasante doit trouver d'autres moyens pour faire avancer son projet ; Mercedes Fórmica lui offre une tribune dans l'un des principaux journaux du pays, qu'il ne refuse pas. Il n'est donc pas étonnant que, dans l'article publié le 5 décembre 1958, il évoque autant le fonctionnement défectueux de l'Asilo Durán que ce qui constitue, à son sens, une solution moderne aux problèmes évoqués : les « cliniques de conduites ». L'intervention dans cette campagne de presse s'inscrit ainsi dans une stratégie personnelle et professionnelle à plus long terme. En octobre 1959 par exemple, le CSPM déplore l'existence d'une campagne de presse autour de la question des « cliniques de conduites », dont l'instigateur n'est autre que « le défenseur de Tanguy » ; Justo Díaz Villasante aurait même été reçu par Franco⁽⁴²⁾.

Que dénoncer, que réformer ? Les thèmes abordés

La critique que dresse Michel del Castillo de l'Asilo Durán s'articule, nous l'avons vu, autour de quatre points : la faim, le travail, la violence et la sexualité. Le passage d'un support à l'autre, du roman à la presse écrite, fait que le réquisitoire littéraire devient une critique qui se veut pondérée, équilibrée, constructive. Mercedes Fórmica est une femme engagée mais proche du régime, qui écrit dans un journal soumis comme tous les autres à la censure⁽⁴³⁾. Les filtres sont donc nombreux entre la description que fait del Castillo des abus commis entre les murs de l'Asilo Durán et les dysfonctionnements relevés par Mercedes Fórmica dans les quatre articles qu'elle signe dans *ABC*, en décembre 1958.

La journaliste cherche d'abord à savoir si « l'Asile Dumont » a vraiment existé dans l'Espagne des années 1940, et s'il fonctionne toujours en 1958. Elle

(40) Archives du CSPM, « Asunto : Don Justo Díaz Villasante ».

(41) Archives du CSPM, carton n° 694, « Asunto : nominación de Justo Díaz Villasante ».

(42) En juin 1959, Díaz Villasante fait courir le bruit qu'il a été reçu en audience au Pardo ; en octobre, le président du CSPM affirme qu'il est nécessaire de contrecarrer la campagne « tenace et insistante » menée par le juge (*ibid.*).

(43) Exemple parmi d'autres de la férule sous laquelle se trouvent la presse et les journalistes : en 1949, le directeur d'*ABC*, Ramón Pastor, est suspendu de ses fonctions pendant un mois et demi pour avoir refusé de publier un éditorial « obligatoire » (Justino SINOVA, *op. cit.*, p. 59).

souhaite également lever un certain nombre de doutes d'ordre institutionnel : de quel organisme dépend une telle institution ? Est-il vrai que l'on y envoie à la fois des orphelins et des délinquants ? Cet aspect la préoccupe particulièrement : c'est la première question qu'elle pose à son ami Javier de Ybarra, président du tribunal pour mineurs de Bilbao, lorsqu'elle lui parle de *Tanguy* en juillet 1958⁽⁴⁴⁾. Cette cohabitation entre orphelins et délinquants rend selon elle impossible un traitement individualisé de chaque enfant, alors qu'il s'agit là d'un aspect essentiel de la philosophie des tribunaux pour mineurs. Elle estime qu'il est nécessaire de résoudre le problème de la rééducation des jeunes « inadaptés » (c'est là la terminologie de l'ONU et il faut l'utiliser, dit-elle) de façon moderne et efficace. Son discours rejoint ici le vœu des réformateurs tels López Ibor et Díaz Villasante ; la campagne de protestation vise ainsi un type d'institution en particulier, ces « institutions totales » que sont les *reformatorios*, vastes centres fermés à la discipline essentiellement pénitentiaire.

Il est intéressant de considérer ce que Mercedes Fórmica choisit de ne pas retenir de la critique que fait Michel del Castillo de ce type d'institution. Elle ne mentionne par exemple pas le parallèle établi par l'auteur entre les camps de concentration allemands et l'Asile Dumont, entre la violence animale des SS et celle des religieux. De manière générale, la campagne de presse de l'hiver 1958-1959 évoque la violence dont les pensionnaires seraient éventuellement la cible de manière allusive et édulcorée. Pourtant, Michel del Castillo l'analyse aujourd'hui comme un élément structurel du régime intérieur ; il décrit une violence institutionnalisée, ritualisée, à plusieurs degrés, qui émane à la fois des « kapos » et des religieux eux-mêmes⁽⁴⁵⁾. Dans les rapports d'inspection qui remontent au CSPM, la dureté du régime intérieur est présentée comme un élément nécessaire au fonctionnement du système dans son ensemble, puisque de nombreux tribunaux pour mineurs envoient à l'Asilo Durán leurs pensionnaires les plus difficiles⁽⁴⁶⁾. Quelle qu'en soit la cause (choix personnel, raison idéologique, menace de la censure), Mercedes Fórmica choisit de ne pas insister sur ce point. Cette quasi-absence de la question des mauvais traitements est frappante dans la mesure où cette dernière constituait un élément récurrent des campagnes de protestation menées contre les maisons de correction au début du XX^e siècle⁽⁴⁷⁾.

De la même façon, la campagne de presse ne mentionne que rapidement la faim dont souffraient les pensionnaires de l'Asilo Durán. Il est probable

(44) Archives du CSPM, lettre de Javier de Ybarra à Mercedes Fórmica, 10 décembre 1958.

(45) Entretien réalisé le 3 juin 2010.

(46) Archives du CSPM, « Información relativa a la Escuela de Reforma Toribio Durán », 1^{er} août 1958.

(47) Une véritable légende noire entoure l'Ecole de réforme madrilène de Santa Rita, entretenue au début du XX^e siècle par des journaux républicains et anticléricaux qui stigmatisent les mauvais traitements reçus par les pensionnaires. Voir Amélie nuq, « La première maison de redressement espagnole, l'Ecole de réforme et l'asile de correction paternelle de Santa Rita (1883-1936) », in *Mélanges en l'honneur de Gérard Chastagnaret*, Madrid, Casa de Velázquez, à paraître (2011).

que cette question aurait moins ému l'opinion publique que celle des mauvais traitements, dans la mesure où les conditions de vie de la quasi-totalité des Espagnols sont très difficiles dans les années de l'après-guerre. La censure veille de toute façon, qui n'aurait probablement pas accepté un article indiquant que la faim et le marché noir régnaient entre les murs de la maison de redressement⁽⁴⁸⁾. De même qu'il est impossible, dans l'Espagne franquiste, de faire état de mauvais traitements administrés par les religieux à l'intérieur d'une maison de redressement, aborder la question de la sexualité est impensable. Aucun des textes ne fait mention de cette thématique au cours de la campagne de presse. Carmen Polo, l'épouse du général Franco, ne s'y était pourtant pas trompée : selon Michel del Castillo, elle avait lu et apprécié *Tanguy* ; sa préoccupation essentielle tournait autour du fait que des prêtres aient pu commettre des « cochonneries » avec des enfants⁽⁴⁹⁾.

Une campagne limitée dans le temps et dans ses effets

La campagne de presse qui entoure *Tanguy* est aigüe et clairement circonscrite aux mois de décembre 1958 et janvier 1959. Les archives du CSPM qui ont été consultées n'indiquent pas qu'une vaste enquête ait été menée au niveau national afin de vérifier que les abus signalés par Michel del Castillo existent dans d'autres maisons de redressement espagnoles ; elles ne révèlent pas non plus que cette campagne ait amorcé une prise de conscience qui aurait débouché sur des réformes d'envergure. À la fin des années 1950, le régime franquiste commence seulement à s'ouvrir, lentement, et le système de prise en charge de l'enfance irrégulière ne fait pas exception à cette règle. Il faut attendre 1969 pour que soit partiellement réformé un système archaïque, qui n'a pas évolué depuis 1948⁽⁵⁰⁾. Les réactions des autorités à la publication du roman et des articles de Mercedes Fórmica dans *ABC* montrent qu'il s'agit plus d'étouffer l'affaire que de régler les problèmes qui ont été signalés dans les journaux : un établissement comme l'Asilo Durán est nécessaire dans la mesure où il permet d'assainir l'ensemble du système, en écartant de ce dernier les éléments les plus perturbateurs⁽⁵¹⁾. Cette campagne de presse a ainsi moins d'effets que celle que la même Mercedes Fórmica avait lancée en 1953 avec la publication, dans *ABC*, d'un article intitulé « Le domicile conjugal » et qui évoquait les discriminations dont les femmes espagnoles faisaient l'objet au sein du foyer⁽⁵²⁾. Ses multiples articles, interventions, conférences avaient abouti à une prise de conscience

(48) La censure efface tout élément qui pourrait donner une image négative de la situation dans laquelle se trouve le pays (pénurie alimentaire, épidémie, mauvaise récolte...). Elisa CHULIA, *El poder y la palabra. Prensa y poder político en las dictaduras. El régimen de Franco ante la prensa y el periodismo*, Madrid, Biblioteca nueva, 2001, p. 126.

(49) Entretien réalisé le 3 juin 2010.

(50) Le décret 1480/1968, adopté le 7 juillet 1968, réorganise partiellement le CSPM ; il est suivi au début de la décennie suivante par un large plan d'investissements dans les centres éducatifs. Palacios Julián, *Menores marginados*, Madrid, CSS, 1997, p. 274-275.

(51) Archives du CSPM, « Información relativa a la Escuela de Reforma Toribio Durán », 1^{er} août 1958.

(52) « Le domicile conjugal » évoque le cas d'Antonia Penia Obrador, battue par son mari et qui ne peut malgré tout quitter ce dernier à cause de l'abrogation sur la loi sur le divorce de 1932. Rosario RUIZ FRANCO, *op. cit.*, p. 32.

(53) À la suite de cette réforme, les femmes acquièrent par exemple le droit d'être les témoins de testaments et sont traitées comme les hommes dans les cas d'adultère (*ibid.*, p. 49).

(54) Entretien réalisé le 3 juin 2010.

(55) Archives du CSPM, lettre de G. Santiago Castiella à Martirià Llosas y Serrat-Calvo, 31 juillet 1958.

(56) Archives du CSPM, « Información relativa a la Escuela de Reforma Toribio Durán », 1^{er} août 1958, et lettre de Martirià Llosas Serrat-Calvo à G. Santiago, 2 août 1958.

(57) Archives de l'Asilo Durán.

(58) *La Vanguardia*, 24 janvier 1978, p. 19.

débouchant sur la réforme, en 1958, de 66 articles du code civil⁽⁵³⁾. Le roman de Michel del Castillo a néanmoins fait parler de lui au plus haut niveau. Carmen Polo, très touchée par le livre, en aurait conseillé la lecture à son mari, le général Franco. Michel del Castillo raconte ainsi qu'il a été reçu en audience au palais du Pardo : le vieil homme n'avait, affirme-t-il, guère à lui dire ; il s'est seulement inquiété de savoir si les mauvais traitements étaient réellement le fait de religieux⁽⁵⁴⁾.

Cette campagne de protestation, à notre connaissance unique dans l'histoire de la prise en charge de l'enfance irrégulière en Espagne de 1939 à 1975, a donc une postérité limitée. Mais si elle ne paraît pas avoir eu d'effet marquant et réel à moyen terme, cette « affaire del Castillo » a indéniablement contribué à noircir encore l'image déjà sombre des *reformatórios*. Les archives montrent sur quel terreau elle a pu croître, puisqu'au sein même du CSPM, on n'est pas certain que cette sombre légende ne corresponde pas à la réalité. Le secrétaire général demande ainsi au président du tribunal pour mineurs de Barcelone s'il peut affirmer de manière catégorique que les abus décrits par del Castillo appartiennent au passé⁽⁵⁵⁾. Maritirí Llosas y Serrat-Calvo ne peut assurer qu'il n'y ait pas de dysfonctionnements à l'Asilo Durán (« Où n'y en a-t-il pas ! ») mais il estime qu'il est impossible de se passer de cet établissement correctif, particulièrement sévère, dans la mesure où il permet aux autres institutions de redressement du pays de se débarrasser de leurs éléments les plus perturbateurs⁽⁵⁶⁾. Cet état de fait ne contribue pas à redorer le blason de l'institution catalane : les religieux de la congrégation San Pedro Ad Víncula eux-mêmes reconnaissent que l'établissement est, pour les adolescents et les enfants barcelonais, pire que le père Fouettard ; ceux qui en franchissent les murs sont terrorisés⁽⁵⁷⁾. Signe de cette sinistre réputation, en janvier 1978, un peu plus de deux ans après la mort du Caudillo, l'établissement est visé par un attentat à la bombe, le même jour que la prison Modelo, symbole de la répression menée contre les opposants barcelonais au franquisme⁽⁵⁸⁾.

La campagne de protestation que nous venons d'étudier a ceci de particulier qu'elle se développe dans un contexte dictatorial, dans lequel la parole n'est pas libre ; quels sont les mécanismes qui l'ont malgré tout rendue possible ? En premier lieu, la critique de l'Asilo Durán est audible parce que le roman à l'origine du scandale a été écrit par un ancien pensionnaire de maison de redressement, de nationalité espagnole ; elle peut naître parce que le livre a

été publié à l'étranger, dans un pays démocratique. Un spécialiste de l'enfance irrégulière, réformiste, se fait l'écho de cet ouvrage, estimant qu'il faut dévoiler les dysfonctionnements des maisons de redressement espagnoles ; embarrassant pour l'institution, cet article ne va cependant pas au-delà d'un cercle restreint de spécialistes. Le scandale éclate lorsque Mercedes Fórmica s'empare du sujet : cette phalangiste est une femme connue et reconnue, habituée des campagnes de presse et qui travaille depuis le début des années 1950 avec l'un des plus grands journaux du pays, *ABC*. C'est elle qui installe sur la scène espagnole un roman publié en France, fait passer la protestation du support littéraire au support périodique, donne une audience nationale à Michel del Castillo et à des experts de l'enfance irrégulière, et confère ainsi à la question de la rééducation des mineurs difficiles le statut de problème social. Fórmica adopte ainsi la position qui était la sienne en 1954, après la publication de l'article « Le domicile conjugal » : « J'affronte avec plaisir cette impopularité, je la sens peser sur mes épaules et, malgré cela, je continuerai à lutter pour défendre les plus faibles ⁽⁵⁹⁾. » Cette « voix dans le silence », comme elle se décrit elle-même, donne ainsi un coup de projecteur médiatique sur les dysfonctionnements que connaissent les maisons de redressement espagnoles à la fin des années 1950, vastes institutions à la discipline essentiellement pénitentiaire. La campagne de protestation révèle également les clivages qui existent à l'intérieur de ce système : au sein même du CSPM tout d'abord, où commencent à émerger des voix réformistes et contestataires, entre Madrid et Barcelone ensuite, le manque de communication entre les deux villes apparaissant souvent de manière flagrante, et entre les tribunaux pour mineurs et les institutions de redressement enfin, presque toujours confiées au secteur privé catholique. Il n'en reste pas moins que cette campagne de presse, pour courageuse qu'elle soit, reste conditionnée par le contexte politique et idéologique dans lequel elle s'inscrit : la position de Fórmica est paradoxale, tout à la fois critique et proche du régime ; sa marge de manœuvre et celle d'*ABC* sont par ailleurs limitées, la presse étant étroitement surveillée. Aussi restreint qu'il soit dans ses effets à moyen et à long terme, ce mouvement de protestation permet d'éclairer le rôle qu'a joué une juriste oubliée, longtemps ostracisée du fait de son appartenance à la Phalange, dans un domaine différent de celui auquel elle est habituellement cantonnée, la défense des droits des femmes⁽⁶⁰⁾.

(59) « Yo arrostro con gusto esta impopularidad, la carga sobre mis hombros y, aún con ese peso, seguiré luchando en defensa del más débil, que, con respeto a las leyes actuales, es siempre la mujer. » (Informaciones, 11 février 1954, cité par Rosario Ruiz Franco, *op. cit.*, p. 39).

(60) *Ibid.*, p. 51.